

Résumé d'évaluation

Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU)

Pays : **Centrafrique**

Secteur : **Développement urbain**

Évaluateur : **Urbaconsulting**
Date de l'évaluation : **Fév-oct 2019**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CCF 1161

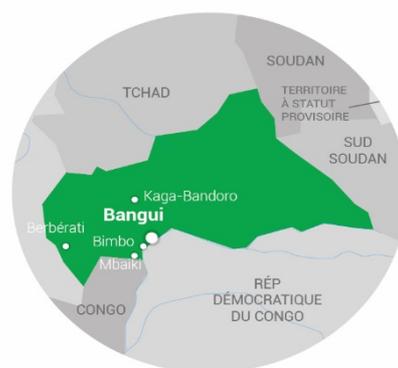
Montant : 18,3M euros

Taux de décaissement : 70 %

Signature de la convention de financement : 2015

Date d'achèvement : 2022

Durée : 7 ans



Contexte

Le projet PRESU a été imaginé, par l'AFD et le gouvernement centrafricain au début de l'année 2014, suite aux violentes tensions ayant touché la Centrafrique et sa capitale Bangui. L'instabilité politique et la montée en puissance des groupes armés ont entraîné (i) une migration interne des populations qui ont déserté les quartiers, (ii) une déstructuration du cadre social, (iii) une destruction des équipements et édifices publics existants et (iv) une incapacité de la puissance publique à intervenir dans les quartiers.

Intervenants et mode opératoire

Piloté par les ministères concernés et opéré en partie par un consortium d'ONG, le projet se compose de 3 phases successives et complémentaires :

- Une phase d'études (3 mois), de janvier à mars 2015 pour identifier les besoins ;

- Une phase 1 dite d'urgence et de préparation de la phase suivante dite structurante (phase 2) : avec deux objectifs : (i) les actions mises en œuvre par des ONG, entre 2015 et 2018, visant à renforcer la cohésion sociale communautaire, relancer l'économie locale, et renforcer les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement et (ii) les études techniques détaillées pour la réalisation des travaux structurants et la réhabilitation de la voirie ;

- Une phase 2 structurante (2018-2020) PRESU, avec pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et des équipements de proximité, le renforcement des acteurs et en particulier de la Commune de Bangui, et la planification urbaine à moyen-long termes.

Objectifs

1. Favoriser la reconstruction économique des ménages selon l'approche de Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre dénommée « THIMO Bangui »,
2. Permettre le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui.

Les réalisations

Les activités sont nombreuses dans le cadre du PRESU 1. Au total, 14 activités ont été identifiées. Leurs principes d'intervention reposent sur :

- des activités d'urgence pilotées par un consortium de 3 ONG (MOUS),
- des études techniques détaillées permettant la mise en œuvre et le suivi des travaux en phase 2 pilotés par la maîtrise d'ouvrage et sa maîtrise d'ouvrage déléguée.

Concernant les activités plus structurantes (programme de travaux à exécuter en phase 2), elles reposent très fortement sur une forte concertation avec les acteurs locaux (y compris de quartier) et nationaux et une définition participative des besoins prioritaires.

Appréciation de la performance

Pertinence

On note une absence d'orientations nationales sur lesquelles s'aligner, mais concertation lors de l'instruction, avec les autorités et les mairies d'arrondissement qui ont confirmé l'intérêt de travailler selon l'approche THIMO.

La volonté d'articuler urgence et développement répond largement aux besoins exprimés par les populations. Le phasage mis en place est très pertinent, mais plusieurs dysfonctionnements n'ont pas permis de garder le lien entre les différentes phases du projet (urgence-développement), qui a alors peu à peu perdu en cohérence.

Pertinence partielle des mécanismes financiers utilisés notamment en ce qui concerne le recours au Fond Békou qui requiert la mise en place d'activités à retour rapide en opposition avec un projet de développement. Mobilisation rapide de Fonds propres à l'AFD pour la phase préalable et recherche de cofinancement.

Efficacité

Sur les activités liées aux infrastructures : Le niveau de réalisation a été atteint, mais la nature et le volume des ouvrages étudiés ne correspondent plus au programme initial. Cela a grandement impacté le respect des délais de réalisation des études.

Sur le suivi et pilotage du projet : Bien que la répartition des rôles soit considérée comme lisible par les acteurs du PRESU, la mise en pratique des attributions de chaque fonction n'est pas acquise et les chevauchements de responsabilités ont entraîné des tensions au sein de l'équipe projet.

Sur la prise en compte des diligences environnementales et sociales : Elles ont été prises en compte, mais elles ont connu de fortes évolutions suite à la modification des ouvrages finalement choisis. Or ces derniers ont très largement impacté le bâti (non prévu au démarrage).

Sur le renforcement des acteurs nationaux (MINURBA, AGETIP-CAF, Mairie Centrale) : la seule activité réalisée au moment de l'évaluation et décaissée sur le compte du PRESU 2 est l'organisation des ateliers de Cergy à Bangui. Cependant, la coordination avec le projet ZINGO (également financé par l'AFD) et l'utilisation du PRESU, comme cas d'école, pour renforcer les capacités du Ministère de l'Urbanisme dans sa fonction de maître d'ouvrage est un véritable atout.

Viabilité/durabilité

L'appropriation des ouvrages par les populations est évidente. Le niveau d'entretien et de fonctionnalité des ouvrages construits ne reflète pas un manque d'appropriation, mais plutôt les difficultés rencontrées concernant l'entretien. Les formations et les AGR ont, d'après les Focus Groupe réalisés, permis aux bénéficiaires de capitaliser sur leurs acquis.

Valeur ajoutée de l'AFD

L'AFD a développé une approche innovante et pertinente avec ce phasage des activités en 2 temps. Cependant, certaines faiblesses ont pu être constatées : retards, l'absence de continuité de la MOUS et les approches parfois différentes des acteurs de l'urgence et du développement n'ont pas permis de concrétiser totalement cette approche, tout du moins au regard des objectifs initiaux.

Le mode opératoire choisi par l'AFD a permis de renforcer et de dynamiser les Maitrises d'Ouvrage locales. Cependant, les MOA centrafricaines restent relativement fragiles et sans coaching ou suivi rapproché, ce renforcement des capacités ne sera pas durable.

Conclusions et enseignements

Les forces du projet :

(i) Un projet innovant et une grande flexibilité donnée par le Fonds Békou

(ii) Un projet qui s'appuie sur une maîtrise d'ouvrage locale

(iii) Des activités d'urgence permettant la mobilisation des habitants

Les faiblesses du projet:

(i) Un projet faisant intervenir de nombreux acteurs

(ii) Des rôles et responsabilités définis en théorie, mais non appliqués, lisibles ou compris par les acteurs dans le déroulement du projet

(iii) Une perte de cohérence des interventions urgence/développement

(iv) Des actions d'urgence sans visée durable

(v) La préparation des institutions en charge des ouvrages rétrocédés (Mairie centrale, SODECA, Ministère de l'éducation, Ministère de la santé, etc.) ne permet pas d'envisager une durabilité des changements